

PANORAMA DE LA COOPERATION ET DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EN SAVOIE

// Décembre 2016 // n°6



L'équité homme-femme, facteur clé du développement ?

Sommaire

- **Relations homme-femme : encore des inégalités !** p. 1
- **Retours d'expériences** p. 2
- **Quelques repères méthodologiques pour agir** p. 4
- **Chiffres 2015 de la solidarité internationale en Savoie** p. 4

Le genre décrit les rôles socialement construits, assimilés et inculqués culturellement, et concerne aussi bien les hommes que les femmes. Ces constructions sociales, historiques, culturelles et symboliques sont source d'inégalité entre hommes et femmes, la plupart du temps au détriment de ces dernières.

L'approche genre répond à un premier objectif qui est d'ordre politique : entraîner des changements profonds et durables dans les relations entre les femmes et les hommes, afin que les droits et les libertés fondamentales des deux sexes soient respectés.

En 2013 et 2014, la France a adopté plusieurs textes importants dans ce sens, notamment la Loi d'orientation relative à la politique de développement et de solidarité internationale qui insiste sur l'importance de la défense des droits des femmes, la promotion de l'égalité et la lutte contre les violences fondées sur le genre.

Aujourd'hui l'Agenda pour le développement durable pour 2030, adopté par les Etats membres de l'ONU en 2015, reconnaît l'égalité femme-homme comme un facteur clé pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) : l'objectif 5 est spécifiquement dédié à l'autonomisation des filles et des femmes et la dimension genre est insérée dans l'ensemble des ODD.

Cette inégalité homme-femme constitue un obstacle majeur à la réalisation des ODD. Investir dans les droits fondamentaux des filles et des femmes, favoriser leur accès aux ressources, aux opportunités économiques et au leadership politique et social permet d'asseoir les bases de sociétés plus justes et équitables. Prendre en compte l'approche genre dans les actions de développement aura un effet accélérateur sur les processus de changement.

Ce nouveau numéro du Panorama vous apporte des éléments de compréhension des évolutions passées et des inégalités qui demeurent, des témoignages de Savoyards impliqués dans des projets d'appui au développement, et le regard de Sénégalais et d'Haïtiens qui s'engagent tous pour plus d'équité dans les relations hommes-femmes.

Bonne lecture.

Mireille Montagne, Présidente de Pays de Savoie solidaires

Relations homme-femme : encore des inégalités !

Des avancées réelles...

Ces vingt dernières années, beaucoup de pays ont créé des institutions chargées de lutter contre les inégalités et ont mis en place des stratégies contre les discriminations à l'encontre des femmes. Celles-ci disposent désormais, dans de nombreux pays, de législations qui protègent leurs droits, leur assurent l'égalité sur le marché du travail ou l'accès à la propriété.

des disparités qui demeurent...

Cependant, il existe encore des disparités de droit et de statut dans de nombreux pays. Les femmes ont moins accès à un travail et un salaire décent, à des responsabilités ou à des mandats politiques que les hommes. Elles sont particulièrement touchées par la pauvreté, près de 70% des personnes pauvres dans le monde sont des femmes.

31 millions de filles dans le monde, en âge d'aller à l'école primaire, n'ont pas accès à l'école, 55% d'entre elles n'en feront jamais l'expérience. 50 % des femmes actives occupaient en 2011 un emploi précaire. Dans les pays en développement, les femmes travaillent majoritairement dans le secteur informel, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles. Malgré leur forte implication, elles n'en retirent qu'une faible rémunération car elles exercent peu de contrôle sur les ressources et facteurs de production, et sont peu présentes dans les instances décisionnelles.

...et des stéréotypes encore vivaces !

Partout dans le monde, les femmes restent sous-représentées dans les instances politiques. Par exemple, en 2015 la proportion de femmes siégeant aux parlements est : Pays nordiques 41%, Amériques 25.5%, Europe sans les pays nordiques 24.4%, Afrique subsaharienne 23%, Asie 18.4%, Moyen Orient et Afrique du Nord 17.7% et Pacifique 15.7%.

Dans les pays en développement, une fille sur trois se marie avant ses 18 ans et une sur neuf avant ses 15 ans. La pratique des mutilations sexuelles est encore courante. Les femmes sont aussi les premières victimes des conflits armés où les viols sont utilisés comme arme de guerre.

Au cours de leur existence, on estime jusqu'à 70 % la part des femmes dans le monde confrontées à la violence physique ou sexuelle.

Les stéréotypes de genre à la source de ces inégalités demeurent ancrés dans les représentations sociales.

Retours d'expériences

Témoignage de l'association Hippo Camp

Quel est le but de votre association ?

L'association vise à favoriser l'insertion sociale, éducative et professionnelle de jeunes maliens et maliennes par la pratique du sport.

Quels sont les objectifs du projet de promotion du rugby féminin ?

Notre objectif est de soutenir l'insertion scolaire et professionnelle de 40 jeunes filles dans les écoles de rugby de Bamako, de Ségou et de Mopti. Il s'agit d'encourager les jeunes filles, selon leur âge, à poursuivre leurs études ou à se former ; de renforcer leur santé et leurs capacités d'insertion ; de promouvoir la place de la femme dans la société malienne à travers le sport et l'insertion ; et à Mopti de redonner de l'espoir et de la joie de vivre aux jeunes filles qui ont été touchées par les conflits armés.

Pourquoi avoir lancé cette initiative ?

Dans les clubs de rugby, où il existe des équipes féminines, les entraîneurs ont constaté la situation particulière de ces filles : elles quittent souvent plus tôt la pratique sportive que les garçons, et retombent généralement dans la misère sociale à laquelle les clubs essaient de les soustraire.



Comment la société malienne perçoit-elle ce type d'initiative ? quelle perception chez les jeunes filles qui participent au projet ? chez leurs parents ?

En général, ces initiatives sont encouragées par les autorités. Les jeunes filles apprécient ces projets qui leur permettent de sortir du cocon familial et de faire des activités selon leurs propres choix. Cependant, dans certaines familles, elles sont contraintes de mettre fin à cet investissement choisi pour répondre à des obligations culturelles et familiales forcées telles que mariage ou soutien à l'environnement familial.

Que souhaitez-vous faire évoluer dans la société malienne avec ce projet ?

Nous souhaiterions faire évoluer les mentalités quant au statut de la jeune fille dans la société malienne. A plus long terme, notre but est de s'appuyer sur leur vécu pour qu'elles deviennent elles-mêmes ambassadrices de cette évolution culturelle désirée.

Quelles réussites et difficultés ?

Un des points forts de ce projet est le nombre croissant d'adhérentes et leur régularité dans l'investissement en milieu urbain et péri-urbain. La principale difficulté rencontrée est le positionnement des parents en référence à leur propre culture.

Aly Diarra, Président

Témoignage de l'association Hydraulique Sans Frontières

Quel est le but de votre association ?

Hydraulique Sans Frontières soutient les projets de développement rural, engagés par des partenaires des pays du Sud, qui nécessitent un appui technique dans le domaine des aménagements hydrauliques.

Comment prenez-vous en compte le rôle des femmes dans vos projets ?

La place des femmes dans la question de l'eau et de l'assainissement est naturellement centrale car c'est elles qui gèrent les aspects de transport, d'utilisation, de temps passé. Dès la mission d'étude, nous réalisons des entretiens, des enquêtes, un travail d'observation pour définir de concert leurs besoins et attentes. Au cours de la réalisation du projet, les associations de femmes sont naturellement partie-prenantes et nous veillons, autant que faire se peut, à ce qu'il y ait une certaine parité dans la constitution du comité de gestion.

Votre approche a-t-elle évolué au cours de ces dernières années ?

Oui, depuis 5 ans environ, nous intégrons cette composante dans nos projets. Mais attention, tous les projets ne se ressemblent pas car nous intervenons dans des zones très différentes, où les cultures locales sont diverses. Par exemple, concernant un projet d'adduction d'eau pour un village au Sénégal, la sensibilisation sur la répartition des rôles décisionnaires entre hommes et femmes ne montre pas d'évolution particulière. En revanche, une évaluation faite un an après la fin d'un projet dans des villages togolais montre la pertinence de non seulement intégrer des femmes dans des comités de gestion, mais en plus à des postes clés comme présidente ou trésorière.

Quelle évolution au sein même de votre association ?

Dans notre propre structure, les choses changent également. Nos équipes projets, qui étaient très masculines par le passé, s'ouvrent de plus en plus aux femmes et la complémentarité commence à jouer son rôle aussi bien dans les rôles fonctionnels qu'opérationnels. Nous avons également depuis près d'un an une représentante d'Hydraulique Sans Frontières à Madagascar qui coordonne les projets et se trouve être l'interlocutrice de nos différents partenaires.

Comment cette évolution a-t-elle été perçue par vos partenaires ? Comment sont-ils associés à votre réflexion ?

Nos partenaires locaux "jouent le jeu". Ils sont bien convaincus que les femmes sont le public cible de nos actions. Ils savent ménager "la chèvre et le chou", n'imposent rien et opèrent en concertation. La finalité de notre action n'est évidemment pas de créer des conflits mais d'accompagner certains changements avec l'appui de structures locales, au fait de ces questions, et l'approbation de la population.

Quels sont les impacts de cette évolution sur les projets et sur les populations concernées (hommes/femmes) ?

Nous n'avons pas encore assez de recul pour pouvoir parler des impacts. Dans des pays où l'homme représente fortement l'autorité, nous constatons de petits changements : la nomination de femmes à des postes clés (présidente ou trésorière) par la communauté, une bonne gestion dans les comités paritaires. Des femmes sont souvent affectées, aux côtés de leurs collègues masculins, à des travaux de sensibilisation ou d'éducation à l'hygiène. La complémentarité des messages transmis par les hommes et les femmes est bien sûr propice à des changements de comportement.

Françoise Mascaro, Chargée de communication

«C'est important de réussir à travailler ensemble, on se complète...»

Regards croisés de Relais jeunes

(jeunes engagés pour le développement de leur territoire)

à Bignona, au Sénégal

Dans le cadre de la coopération entre les Départements de la Savoie et de Bignona, une attention particulière est apportée à l'approche genre et notamment à la constitution d'équipes mixtes homme/femme sur les projets. Quel regard portez-vous sur cette approche ?

El Hadj : La mixité des équipes dans les projets de coopération rend réelle la loi sénégalaise. Avant, nous ne pensions pas automatiquement à des équipes mixtes, maintenant au sein du mouvement des Relais jeunes de Bignona c'est devenu un automatisme. Que ce soit pour partir en visite d'étude en Savoie ou pour organiser les activités auprès des enfants, les binômes sont mixtes. Cette mixité montre que l'égalité homme-femme est possible. De plus, à travers ces projets les femmes prennent confiance en elles.



Comment est perçue ce type d'approche à Bignona ?

Houssainatou : Cette approche est bien perçue par l'ensemble des jeunes et nous pensons envoyer un message positif aux enfants notamment, lors des centres aérés et des compagnonnages. Ils voient que l'ensemble des tâches est réalisé par des femmes et des hommes, que ce soit les activités sportives, les activités manuelles ou même les tâches ménagères.

Quels ont été les impacts pour vous ou votre structure ?

El Hadj : C'est important de réussir à travailler ensemble, on se complète. On n'a pas la même vision des choses en tant qu'homme et en tant que femme.

Houssainatou : Réussir à faire des équipes mixtes garantit la diversité des points de vue. A travers le mouvement des relais jeunes, on montre qu'il est possible qu'hommes et femmes travaillent ensemble.

Regards croisés depuis Dessalines, en Haïti

Qu'est ce qu'être femme en Haïti ?

Lourdia, coordinatrice de la plate-forme des jeunes : Etre femme, c'est gérer la maison et s'occuper des enfants. Il y a des lieux où les parents disent que les garçons peuvent finir leurs études mais que ce n'est pas pour les filles, car elles vont se marier, avoir des enfants et s'occuper de la maison.

Quel regard portez-vous sur l'approche genre développée dans le cadre de la coopération avec le Département de la Savoie ?

Lourdia : C'est grâce à cette approche que j'ai pu entrer dans la démarche de coopération. On a identifié le besoin d'avoir une équité. A chaque visite d'étude en Savoie, au moins une fille participe. Par ailleurs, c'est la première fois que la commune à une Maire adjointe ! La voie est ouverte.

Patrick, relais local de la coopération Savoie - Dessalines : C'est une démarche intéressante car cela va permettre de trouver l'équilibre que l'on recherche depuis longtemps. Même le conseil électoral provisoire a exigé un quota de 30% de femmes, permettant d'avoir une élue. La prise de conscience devient généralisée; les femmes constituent une valeur ajoutée car elles représentent des potentialités extraordinaires et du sang neuf.

Quel intérêt y voyez-vous pour votre structure ?

Lourdia : Au sein du club Etincelles, les garçons font les mêmes tâches que les filles. Il y a des garçons qui se sentent fiers de faire la cuisine. Je vois un grand intérêt car ce qu'on leur apprend, on l'apprend à tous. Il n'y a pas de différence.

Patrick : Il n'y a pas d'être supérieur ou inférieur. Avoir une femme dans une structure c'est une valeur ajoutée. Il y a certains sujets qui nécessitent d'avoir des femmes pour obtenir de vrais résultats. De plus, la posture féminine permet de calmer et d'apaiser les débats masculins.



Comment est perçue ce type d'approche dans la société haïtienne ?

Lourdia : Les parents sont invités, sensibilisés par des sketches pour leur montrer l'importance de l'équité de genre. Je leur dis que les garçons vont partir étudier à Port au Prince et qu'ils ne savent pas se débrouiller seuls, ils seront donc en difficulté. Les parents comprennent. Les choses changent petit à petit.

Patrick : Il y a un discours qui parle d'émancipation de la femme mais la tendance est toujours à la marginalisation des femmes. En plus, il y a des femmes qui volontairement se mettent à l'écart. Il faudra poursuivre la campagne de sensibilisation pour qu'elles prennent leur vraie place mais la mentalité a la tête dure !

Quelles difficultés avez-vous rencontré ?

Lourdia : Il y a des difficultés car les hommes ne veulent pas entendre les conseils des femmes. Elles parlent en dernier et ne sont pas écoutées. Même si ça change doucement, ils se rendent compte après que les idées des femmes étaient de bonnes idées.

Patrick : La difficulté c'est que l'on a tendance à laisser les postes les moins importants aux femmes. Je n'ai que rarement vu dans des structures mixtes une femme aux commandes.

Quels conseils donneriez vous aux jeunes hommes et jeunes femmes ?

Patrick : On aurait un monde plus équilibré si on prenait conscience que la femme est le parfait complément de l'homme. Je conseille aux jeunes messieurs de vraiment donner à la femme une vraie place, de lui laisser la possibilité de s'exprimer, d'être au centre des prises de décisions pour une société équilibrée. Et pour les femmes : « La liberté ne se donne pas, elle se prend ! ».

Quelques repères méthodologiques pour agir



De l'approche «Femmes et développement» ...

Entre 1975 et 1985, l'approche «Femmes et développement» est apparue dans les projets de développement. Elle visait à réduire les inégalités en plaçant les femmes comme principales bénéficiaires mais sans s'attaquer aux fondements des inégalités entre les hommes et les femmes. Celles-ci étaient cantonnées dans leur rôle traditionnel (maternité, éducation des enfants, santé, nutrition) sans effet sur les rôles socialement construits, d'où l'échec de cette approche.

... À l'approche «genre et développement»

Cette nouvelle approche a été adoptée à la Conférence de Pékin en 1995. Elle consiste à prendre en compte la répartition des rôles, des statuts et des activités des femmes et des hommes dans chaque contexte et dans chaque société pour tendre vers un équilibre des rapports de pouvoir entre les sexes.

Elle s'applique à toutes les actions et concerne autant les hommes que les femmes puisqu'il s'agit de tenir compte des dynamiques sociétales dans lesquelles chacun et chacune se situent. L'approche genre suppose en amont un diagnostic approfondi sur les aspects sociaux, économiques, culturels, environnementaux et politiques en prenant en compte les différences homme/femme. Elle prévoit d'assurer la participation égale des hommes et des femmes à tous les stades de l'action. Un suivi et une évaluation au regard de l'objectif d'égalité des femmes et des hommes sont réalisés.

Et pour les projets de sensibilisation à la solidarité internationale ?

Les campagnes et outils pédagogiques de sensibilisation présentent souvent les populations du Sud de façon indistincte, sans informer sur les situations, statuts, rôles et pouvoirs différents des hommes et des femmes. Intégrer l'approche genre dans les démarches de sensibilisation permet d'enrichir la compréhension des réalités des pays, des rapports de pouvoir, des évolutions vers l'égalité.

Pour en savoir plus ...

Plateforme savoyarde de solidarité internationale et relais Ritimo, Pays de Savoie solidaires met à disposition des ressources documentaires et pédagogiques sur cette thématique. Contactez-nous pour les découvrir !

Ouvrages

- **LES ESSENTIELS DU GENRE 03 : ONG – STRATÉGIES – CHANGEMENT**, Claudine Drion, 2005, Monde selon les femmes
- **TRAVAIL ET GENRE DANS LE MONDE : L'ÉTAT DES SAVOIRS**, Margaret Maruani, 2013, La découverte
- **DÉVELOPPEMENT RURAL ET RAPPORTS DE GENRE – MOBILITÉ ET ARGENT AU CAMEROUN**, Hélène Guetat-Bernard, 2011, PU Rennes
- **AWA, JOSÉPHINE, SALIMATA ET LES AUTRES...**, Geneviève Joly, 2008, GRAD
- **L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES FEMMES**, CCFD-Terre solidaire, 2012
- **PETIT GUIDE POUR CONJUGUER LA MIGRATION AU FÉMININ**, La Cimade, 2013
- **MALALA POUR LE DROIT DES FILLES À L'ÉDUCATION**, Raphaële Frier et Aurélia Fronty, 2015, Rue du Monde

Outils méthodologiques

- **FICHES PÉDAGOGIQUES – GENRE ET DÉVELOPPEMENT**, Adéquations, Aster-International, Ciedel, F3E, 2010
- **GUIDE MÉTHODOLOGIQUE - LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES PROJETS D'ADDUCTION D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL ET SEMI-URBAIN**, PS-Eau, 2006
- **GUIDE PÉDAGOGIQUE – ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT ET À LA CITOYENNETÉ : COMMENT INTÉGRER LE GENRE DANS SES ACTIONS ?**, Magalie Saussey, Marie Dominique de Suremain, Marie Clémence Mba Tsogo, 2010, F3E

Nombreux articles, études, guides pratiques sur les sites

- **GENRE EN ACTION** (Réseau international francophone pour l'égalité des femmes et des hommes dans le développement) : www.genreenaction.net
- **ADÉQUATIONS** : www.adequations.org
- **COORDINATION SUD** : www.coordinationsud.org

Chiffres 2015 de la solidarité internationale en Savoie

En 2015, Pays de Savoie solidaires a recensé 276 organisations impliquées en solidarité internationale sur le département de la Savoie. 322 projets sont ainsi conduits avec des partenariats internationaux dans des domaines variés avec en priorité l'amélioration de l'accès à l'éducation, à la santé et aux services sociaux ; puis le développement rural, et enfin l'accès à l'eau et l'assainissement. Ces projets sont répartis dans le monde entier : 56% sont localisés en Afrique, 16% en Asie, 14% en Amérique Latine et Caraïbes, 8% au Maghreb, 3% en Europe et 3% au Proche et Moyen Orient. 81 projets sont également conduits en Savoie en faveur de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. En 2015, une cinquantaine de jeunes ont été accompagnés dans leur projet de voyages solidaires par le Rézo jeunesse et solidarité internationale de Savoie.



Ce document est téléchargeable sur le site internet de Pays de Savoie solidaires : www.paysdesavoiesolidaires.org
Renseignements :
Pays de Savoie solidaires
83 place Saint Léger, 73000 Chambéry
Tél : 04 79 25 28 97 // contact@paysdesavoiesolidaires.org

Avec le soutien de :



En partenariat avec :

